

La fin de la campagne pour le second tour de l'élection présidentielle

Parole donnée...

On entend beaucoup, ces temps-ci, M. Chirac faire référence aux valeurs françaises traditionnelles en général, à l'honneur et à la dignité en particulier. C'est bien compréhensible, même s'il y a quelque paradoxe à exploiter dans le cadre de la campagne électorale la libération des trois otages français qui étaient détenus au Liban. Ne nous dit-on pas que la date de leur élargissement, à quatre jours du second tour, est tout à fait fortuite ? Qu'elle n'a pas été choisie par le gouvernement mais par Téhéran, sinon par les ravisseurs eux-mêmes ? Serait-ce bien digne et bien honorable, dans ces conditions, que d'accepter que des terroristes s'ingèrent dans la vie politique française, qu'ils influencent d'une manière ou d'une autre le choix par les Français de leur président ?

Un événement encore plus récent, mineur en apparence, soulève des interrogations du même ordre : le retour en France du capitaine Dominique Prieur, cet agent des services français compromis dans l'opération malencontreuse qui se solda en 1985 par le sabotage du « Rainbow Warrior » dans le port d'Auckland, en Nouvelle-Zélande.

Aux termes d'un accord négocié par M. Chirac avec les autorités néo-zélandaises sous l'égide du secrétaire général des Nations unies, les deux agents français capturés en Nouvelle-Zélande et condamnés à de lourdes peines de prison pour leur participation à cette opération anti-Greenpeace avaient été libérés en juillet 1986. En échange de quoi les autorités françaises s'étaient solennellement engagées à maintenir les deux officiers sur une base située sur l'atoll polynésien de Hao, pendant trois ans.

Un premier accroc avait été porté à l'accord entre Paris et Wellington lorsque M. Chirac, prétextant des raisons de santé, autorisa le commandant Alain Mafart à revenir à Paris pour suivre les cours de l'École de guerre. Avec le retour du capitaine Prieur en France, cet accord, naguère présenté comme une grande victoire de la diplomatie chiraquienne, est réduit à l'état de chiffon de papier. Et la parole de la France à un simple bavardage de circonstance.

Le gouvernement ne manquera pas de mettre en avant l'état du capitaine Prieur, qui attendrait un enfant pour... le début de l'an prochain. On se gaussera aussi des protestations indignées et passablement hypocrites de Wellington, mais on ne nous fera pas croire que l'état du capitaine Prieur exigeait que son sort fût réglé à quarante-huit heures du second tour, au prix de nouvelles difficultés pour la France dans une région où elle en a déjà beaucoup.

La mesure décidée unilatéralement par le premier ministre sera, il est vrai, bien accueillie par un électoral militaire dont on dit qu'il n'est pas resté insensible à la rhétorique d'un Jean-Marie Le Pen. D'autant qu'elle permet de remettre sur le tapis l'affaire Greenpeace, l'une des plus sombres pages des années « actives » du septennat de M. Mitterrand. Il n'empêche : les valeurs françaises chères à M. Chirac paraissent en l'occurrence céder devant l'urgence de faire fièche de tout bois...

(Lire nos informations page 34.)

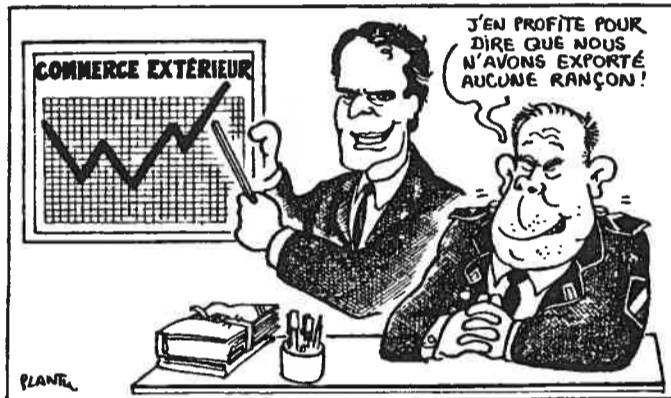
M. Chirac mobilise ses partisans à Paris pour accroître ses chances face à M. Mitterrand

Une manifestation était prévue, le vendredi 6 mai, en fin d'après-midi, place de la Concorde, à Paris, à l'initiative de personnalités proches de la majorité, auxquelles se sont joints les comités de soutien à M. Jacques Chirac. Toutefois, le premier ministre lui-même, qui devait être reçu à Clermont-Ferrand par l'ancien président Giscard d'Estaing, n'envisageait pas d'être présent à cette manifestation destinée à favoriser un ultime sursaut en sa

faveur, à quarante-huit heures du second tour de l'élection présidentielle. M. Mitterrand, lui, tenait une ultime réunion à Toulouse. Les dernières heures de la campagne ont été dominées par les retombées du drame d'Ouvéa - qui a fait vingt et un morts. La libération des otages français de Beyrouth, elle, a été l'objet d'une satisfaction largement partagée, bien que le PS ait posé la question du prix payé pour ce retour.

Lire également

- Les socialistes et la « troisième force » Page 9
M. Chirac à Marseille Page 10
« Electeurs », par Philippe Boucher Page 12



La libération des gendarmes d'Ouvéa a fait vingt et une victimes

La présidence au poker

par Jean-Marie Colombani

« On ne fait pas d'omelette sans casser les œufs » : l'oraison funèbre prononcée par M. Charles Pasqua après l'intervention militaire d'Ouvéa restera dans les annales de la République. Elle traduit un état d'esprit, une certaine idée de la politique. Les œufs cassés sont au nombre de vingt et un, que M. Jacques Chirac trie ainsi : deux soldats « français » et dix-neuf « Canaques », encore que le premier ministre s'interroge sur le point de savoir si ces dix-neuf-là sont bien des hommes comme les autres.

L'omelette n'est-elle qu'électorale ? C'est bien là l'essentiel ou, comme dit M. Raymond Barre, « le plus triste ». Si ces événements laissent un goût amer, c'est qu'il est difficile de résister à l'idée que l'on a cherché à faire voter, en métropole, avec le sang d'Ouvéa. Il est difficile de résister à l'idée qu'en quarante-huit heures, M. Chirac a voulu jouer la présidence au poker.

La politique des coups - des « coups de théâtre », dit M. Jospin - l'emporte sur la politique tout court. Raymond Aron reprochait naguère à M. Valéry Giscard d'Estaing de méconnaître que l'histoire est tragique. Il faut craindre que M. Chirac ne sache pas que l'histoire existe sans lui, et qu'elle existera après lui. A Ouvéa, l'autorité de l'Etat était en jeu, c'est vrai, après l'odieuse assassinat de quatre gendarmes par des militants indépendantistes, lui aussi tristement destiné à peser sur les élections locales. Mais elle peut chercher sa voie dans la négociation plutôt que dans la force. Le premier ministre a paru considérer que l'histoire se résume en une seule date, une date-butoir, le 8 mai.

L'horizon ainsi borné évite d'ouvrir les yeux sur ce qui se passera le 9. La France continuera, bien sûr. Mais quelle France ? Une France otage, isolée, divisée ? Si l'on en croit la réaction de ses alliés, la France risque d'être isolée dans deux régions du

monde décisives pour elle, le Proche-Orient et le Pacifique.

Elle sera prisonnière, pendant quelques mois, des engagements pris par M. Chirac au Proche-Orient. Elle est prisonnière, en Nouvelle-Calédonie, non pas d'une famille politique, d'un parti, d'une faction, de « rebelles », comme dit M. Giraud, mais d'un homme et des intérêts qu'il représente, M. Jacques Lafleur, le régent du territoire. Y aurait-il eu drame à Ouvéa si le gouvernement avait su résister au chantage de ce député qui menaçait de quitter le RPR si les élections régionales - scrutin qui a mis le feu aux poudres - n'étaient pas organisées avant, ou le même jour (le 24 avril), que le premier tour de l'élection présidentielle ? Or la paix civile passait en Nouvelle-Calédonie par le maintien du statu quo, c'est-à-dire d'un équilibre institutionnel et politique (statut Fabius-Pisani) qui camouflait une partition de fait entre le sud de l'île contrôlée par les Blancs, l'intérieur et les îles gérées et dirigées par les Noirs.

(Lire la suite page 10.)

Une France à aimer

par ANDRÉ FONTAINE

COMMENCÉE dans l'apathie, la campagne électorale s'achève dans la passion, une partie du pays retrouvant à cette occasion son goût, aussi ancestral que suicidaire, pour la guerre civile. La libération des otages du Liban, dans ce climat nauséabond, apporte un soulagement d'autant plus profond qu'on n'osait plus y croire, et que, Jean-Marie Le Pen mis à part, tout le monde y applaudit.

Il n'en va pas de même de celle des gendarmes d'Ouvéa, payée d'un prix qui fait craindre le pire pour la suite et qui alimente, dès maintenant, le soupçon : le bémol apporté par Raymond Barre à la satisfaction officielle est significatif. Et l'on ne saurait oublier qu'avant le massacre de quatre militaires français, à la fin avril, il y a eu l'acquiescement, par la cour d'assises de Nouméa, en octobre dernier, des mépris pour avoir tué à Hienghène, en décembre 1984, dix Canaques. L'avocat général avait requis contre eux des peines de neuf et de sept ans de réclusion. Comment des gens qui se sentent méprisés, tenus

en citoyens de seconde zone, n'en auraient-ils pas éprouvé un sentiment de révolte ? « Les nations, comme les hommes, meurent d'imperceptibles imperfections », dit Giraudoux dans la Guerre de Troie. Cette imperfection-là n'était pas précisément imperceptible.

Qu'il s'appelle Mitterrand ou Chirac, l'élu du 8 mai ne saurait oublier en tout cas que sa charge lui fait un devoir de protéger toutes les populations qui vivent sous le drapeau français. Ce qui implique que personne ne puisse avoir le sentiment que, un quart de siècle après l'indépendance de l'Algérie, il subsiste, sur une terre qui relève de la République, une situation coloniale. Tout pousse à craindre, à défaut, que les rapports entre les diverses communautés du territoire ne cessent inexorablement de se dégrader, comme on l'a vu, comme on le voit encore, en bien des points de la planète, dès lors que des populations appelées à vivre au contact n'éprouvent plus l'une pour l'autre que méfiance et peur.

(Lire la suite page 12.)

Jean-Paul II en Amérique latine

Le neuvième voyage du pape dans le sous-continent PAGE 6

La tension en Pologne

L'état se resserre autour des grévistes de Gdansk PAGE 5

Le retour des otages

Critiques et demandes d'éclaircissement de Londres et de Washington PAGES 3 et 4

Commerce extérieur : + 1,8 milliard

Excédentaire pour la première fois depuis quinze mois PAGE 29

Le Monde

SANS VISA

■ Québec, Montréal, même pays. ■ Escapes. ■ La table. Pages 17 à 20

En raison de l'actualité, la page « Jeux » sera publiée demain (numéro daté 8-9 mai). En revanche, nous publions aujourd'hui (page 26) la grande grille de mots croisés qui paraît habituellement le samedi.

Le sommaire complet se trouve en page 36

Vingt ans après le « printemps étudiant » de 1968

Traces de mai

Mai 1968 : il y a vingt ans la révolte étudiante ébranlait la société française. A l'occasion de ce vingtième anniversaire, le Monde publie un numéro spécial des Dossiers et Documents de douze pages, reprenant de nombreux articles publiés pendant les événements ainsi que des analyses sur leurs conséquences.

par Bruno Frappat

Récréation pour une nation lassée de solennité, révolte anti-autoritaire, parenthèse ludique sans lendemain, prurit momentané, mime infantile des vraies révolutions, logomachie sans référence, ouvriérisme de salon : les appréciations méprisantes (sécursisantes ?) sur mai 68 n'ont pas manqué sur le moment. Et,

depuis vingt ans, elles n'ont fait que se conforter à l'observation du retour au réel, la crise - la vraie, celle qui dure depuis quinze ans - ayant permis de remettre les utopies au magasin des accessoires pour temps d'opulence.

Peut-on, deux fois dix ans après le « grand chambardement », porter un regard serein sur ce qu'on appela alors - faute d'y rien comprendre - les « événements » de mai avant de s'en tenir à l'expression de « mai 68 », à la fois vague et percutante ? Dès le 6 juin de cette année-là, Edgar Morin écrivait dans le Monde : « Il nous faudra des années et des années pour comprendre ce qui s'est passé. » En 1988, en écho, lui répond la perplexité de René Rémond lorsqu'il évoque, dans un ouvrage rétrospectif, « l'énigme que la crise de 1968 continue

d'être pour les historiens et les observateurs (1) ».

Enigme par ses causes, étrangeté par son déroulement - cet emballement inattendu qui, d'une minuscule revendication des résidents de Nanterre réclamant de recevoir des filles, à la grève générale, fit vaciller le pouvoir de de Gaulle, - et, enfin, mystère de son incidence sur l'évolution ultérieure de la société. Si énigme il y a, c'est peut-être parce que nous avons encensé le nez dessus, bien que nous affections d'avoir l'esprit ailleurs - à la Bourse plutôt qu'à l'Odéon - et de ne plus rien attendre des leçons de mai 68.

(Lire la suite page 14.)

(1) Mai 68. Publications de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine. Nombreuses illustrations, 304 p., 250 F.

Cartier



Les bijoux Cartier sont en vente exclusivement dans les joailleries Cartier et les boutiques Must de Cartier, un certificat attestant leur authenticité les accompagne.

HÔTEL GEORGE V, 31 AVENUE GEORGE-V. PARIS 47.23.54.00
HÔTEL HILTON, 18 AVENUE DE SUFFREN, PARIS 45.66.50.69

M 0147 - 0507 0 - 4,50 F



3790147004500 05070



# Politique

## La campagne pour le second tour de l'élection présidentielle

### A la télévision

#### Météores

Il n'y a plus de clips. Il n'y a plus de gadgets, de paillettes. Y a-t-il encore des candidats ? Il ne reste plus, face à face, que deux joueurs épuisés, spectateurs effarés de la boule sur laquelle ils ont misé leur va-tout et que rien ne peut plus arrêter. Et surtout, entre eux, crevant l'écran, deux météores incandescentes de l'actualité, aveuglants de joie et d'horreur entremêlés, qu'aucun des deux n'ose regarder en face.

Dans son émission officielle, François Mitterrand peut bien protester de sa satisfaction de savoir les otages du Liban enfin libres, l'ambiguïté de ses remerciements parasite tout son propos. Quelques minutes plus tard, d'ailleurs, « Le Bébête-show » ne l'enverra pas dire à Dieu : « Eh ! vous, vous n'avez pas l'air vraiment content ». Et la grenouille, d'un ton désabusé : « Mais oui, mais oui, je suis content. »

« Si c'est un bon point [pour le gouvernement et Jacques Chirac], tant mieux », reconnaît sobrement le modèle original face à Marie-Laure Augry. De la même façon, le président-candidat semble retenir une réprobation implacable du carnage calédonien. Certes, il a été « informé ». Certes, les forces « dites de l'ordre » ont « accompli leur devoir », c'est-à-dire « obéi aux ordres ». Mais il « demande à examiner ce dossier ». Jusqu'au dernier instant, il ne fera aucun crédit à son adversaire-partenaire.

Jacques Chirac ne lui répond pas : son émission officielle a été enregistrée la veille, comme nous en préviendait au début et à la fin un panneau désolé. Ce sont les

inconvenients du frigo : c'est un Chirac antédiluvien qui revient sur une querelle vieille seulement de quelques jours — échanges sur Gordji, les « valeurs » de Pasqua — mais déjà effacées des mémoires par la tornade des dernières heures : « Il a travesti la vérité [sur Gordji]. Il ne m'a pas regardé dans les yeux, je ne me laisserai pas engluer dans un débat théorique sur les valeurs », etc.

#### L'émotion et les larmes

Peu importe. De toute façon, ce n'est pas la journée des hommes politiques, comme en témoigne cette extraordinaire image de Chirac et Pasqua sur la piste de Villacoublay, spectateurs solitaires du groupe compact des retrouvailles et des effusions. La télé, aujourd'hui, est à son affaire. Elle montre ce qu'elle sait le mieux montrer : l'émotion et les larmes. Les journaux télévisés débordent. De leur horaire d'abord, tant pis pour le « tapis vert ». Et aussi de bonheur, de tendresse, de fous rires et de mots tout simples.

Tout juste si l'on remarque qu'un prof de géométrie en manches de chemise s'est subrepticement glissé dans la fête en dessinant sur un chevalet un graphique compliqué. Il faut écouter de près pour se rendre compte que c'est Bernard Pons qui raconte, plan à l'appui, le massacre de dix-neuf Canaques et deux gendarmes. Mais l'absence d'images rend ces morts curieusement irréelles.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

(Suite de la première page.)

Au risque de paraître naïf, disons qu'il est plus que temps que se fasse entendre, dans cette terrible affaire, après le langage de la force, celui du cœur.

Liban, Nouvelle-Calédonie : il y aura d'autres épreuves de ce genre. Et l'on aura toujours tendance à oublier que, derrière ces défis directs qui fournissent leurs grands titres aux journaux, il en existe d'autres qui, pour être moins spectaculaires, n'en sont pas moins graves. La campagne électorale a trop fait perdre de vue que le pouvoir de décision, dans des affaires qui les concernent pourtant au premier chef, échappe de plus en plus aux Français.

Faut-il le rappeler ? Les deux événements de l'an dernier qui ont le plus de chances d'affecter, à terme, notre pays, se sont produits sans qu'il y ait joué le moindre rôle. Le krach de Wall Street a contraint le gouvernement à suspendre un programme de privatisations auquel il attachait une importance primordiale. L'accord Reagan-Gorbachev sur l'élimination des fusées intermédiaires a remis en cause les bases mêmes de la défense du continent européen.

Nulle tâche, dans ces conditions, ne devrait occuper davantage l'esprit de l'élu du 8 mai que de trouver les moyens de se faire au maximum entendre des Grands. Or la France — qui ne la sent ? — ne passera dans le monde que si elle a du poids. Et, pour ce faire, il lui faut compter tout à la fois sur elle-même et sur l'Europe.

Compter d'abord sur soi, face à des grandes puissances qui n'ont d'autre loi que l'égoïsme sacré, c'était le précepte commun de de Gaulle et de Mao. Rien, dans ce que

l'on observe aujourd'hui, ne pousse à s'en écarter. Si les Français n'en étaient pas persuadés, il n'y aurait pas eu en matière de défense et de politique étrangère le surprenant consensus sans lequel la cohabitation eût été impossible.

Mais cela ne suffit pas : la France a réussi, bien qu'elle ne représente plus que le centième de la population mondiale, à conserver depuis un quart de siècle son rang de cinquième puissance industrielle de la planète. Elle compte quantité d'entreprises très dynamiques et de gens qui, dans tous les domaines de la science et de la culture, se dévouent passionnément à leur tâche. Il faut sans cesse le rappeler à ceux qui, Jean-Marie Le Pen en tête, parlent du « déclin », comme s'il était un fait avéré, alors qu'il n'est qu'un risque.

Il n'empêche que c'est un risque sérieux : la France ne se maintient dans la compétition internationale que si elle tient ses prix et privilèges à nouveau l'investissement productif par rapport à une consommation qui doit trop à l'excessive extension du crédit.

#### L'Europe : promesse et défi

L'Europe, dans ce contexte, est à la fois promesse et défi. Promesse, car sans un élargissement du marché à ses dimensions, sans constitution de groupes assez puissants pour se mesurer aux géants d'outre-Atlantique et d'outre-Pacifique, sans un investissement dans la recherche dont l'ampleur dépasse largement les possibilités des Douze pris séparément, la lutte pour les parts de marché sera par trop inégale. Plus généralement, la

Communauté doit se donner une dimension politique et militaire si elle veut que ses intérêts soient pris en considération quand le dialogue soviéto-américain abordera ce qui touche directement son destin.

Promesse donc, mais aussi défi, dans la mesure où l'ouverture des frontières, prévue pour le 31 décembre 1992, fera tomber bien des protections anachroniques et soumettra l'ensemble des entreprises de ce pays au choc de la concurrence la plus directe. Et c'est là que se posent au pouvoir les deux questions auxquelles personne n'a encore apporté de réponse satisfaisante : du poids déjà excessif des prélèvements obligatoires et du déficit structurel de l'assurance-vieillesse. La réponse ne peut être trouvée qu'en se gardant de deux écueils : celui qui abandonnerait à leur sort les laissés-pour-compte de la modernisation ; celui qui, en gonflant les coûts, ruinerait la compétitivité des entreprises françaises.

Ils sont aussi périlleux l'un que l'autre. Même en laissant de côté la honte éprouvée devant le spectacle de la nouvelle pauvreté, qui ne comprend que laisser se clochardiser davantage toute une frange de la population ne peut, à terme, qu'encourager la contestation violente et déstabiliser, de ce fait, la société ? Qui ne voit, en outre, que la perte de marchés découlant d'un dérapage des prix ne pourrait conduire qu'à une nouvelle aggravation de la situation de l'emploi et donc des conditions de vie ? Tout le monde, légitimement, a la bouche pleine, de la nécessité de la formation et de l'éducation. Bravo ! Mais où trouvera-t-on les énormes crédits — M. René Monory l'a bien montré — qu'elle suppose ? Il appartiendra au prochain premier ministre de nous éclairer rapidement, dans ces divers domaines, sur les choix qu'il entend faire.

#### Exclure

ou « rassembler » ?

En dessous de 20 %, le moins qu'on puisse dire est qu'on rassemble peu, et que l'on n'est pas en trop bonne position pour commander une droite qui, au pouvoir ou dans l'opposition, sera d'autant plus tirillée entre ses trois composantes que leurs chefs respectifs n'éprouvent, c'est une litote, que peu d'estime l'un à l'égard de l'autre. Que, d'une extrémité à l'autre, elle est loin, pour reprendre la formule illustrée par Charles Pasqua, de se reconnaître dans les mêmes « valeurs ».

Le risque est donc, pour le chef du RPR, de ne parvenir même pas à vraiment rassembler la droite. A voir cette énergie fantastique, cette aptitude à assimiler en un rien de temps le dossier le plus difficile, on se dit pourtant qu'il aurait sans doute fait un excellent premier ministre s'il s'était bien entendu avec l'un ou l'autre des présidents de la République, dont il a dû, avec une irritation grandissante, supporter l'autorité. Il n'a pas eu cette chance. A en juger par le vote du 24 avril, il n'a pas fait la preuve, aux yeux du peuple souverain, qu'il disposait des qualités de vision et de sérénité nécessaires pour passer du rôle de ce chef d'état-major qu'est toujours plus ou moins, dans l'esprit de la Constitution gauloise, le chef du gouvernement à celui de ce commandant en chef qu'est le chef de l'Etat.

Il se trouve que François Mitterrand a parcouru, au long de son septennat, l'essentiel du chemin qui mène du socialisme doctrinaire à une social-démocratie fortement teintée de radicalisme. Le rassemblement qu'il préconise va singulièrement plus loin que celui de son adversaire, qui, à la différence de de Gaulle, a tendance à traiter la gauche comme si elle ne pouvait être qu'une ennemie, coupable de tous les péchés sans exception, à tel point qu'on se demande, à l'entendre, par quelle aberration tant de grands noms de la pensée, de la recherche, de la médecine, de l'économie française soutiennent François Mitterrand.

Louis XI est-il devenu Henri IV ? Entend-il, sa revanche prise sur une droite qui l'a toujours traité avec le dernier dédain, terminer sa page d'histoire en réconciliateur des Français ? C'est ce que suggère le langage que tient à présent le président-candidat. Quoi d'étonnant à ce que, parmi ceux qui croient profondément que l'union des Français est la condition sine qua non face aux défis extérieurs et intérieurs, de la survie du pays, beaucoup s'apprennent, dimanche, malgré toutes les réserves qu'alimentent son âge, le poids de ses erreurs, un certain flou de son programme, à voter pour lui ?

ANDRÉ FONTAINE.

## JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

DE la nébuleuse trotskyste au fouillis UDF, le résultat électoral de M. Le Pen est un échec de la classe politique tout entière. Elle a gravement manqué au devoir de pédagogie qui est le sien. Elle a largement laissé à eux-mêmes des gens dont la réalité était suffisamment attestée dès le 17 juin 1984 pour avoir rassemblé 10,95 % des suffrages sur le nom de M. Le Pen aux élections européennes.

C'est dire, par parenthèse, la vanité de l'argument de M. Chirac selon lequel le Front national devrait son existence à un mode de scrutin. C'est dire aussi la vanité de l'accusation — du même — pour qui le Front national, numériquement marginal jusqu'en 1981, serait né de la victoire de la gauche, puis de sa politique entre 1981 et 1986.

Si M. Le Pen avait été candidat voilà sept ans (mais il n'avait pu réunir les cinq cents parrainages que réclame la Constitution), il y a fort à parier qu'il aurait déjà fait nettement mieux que son petit 0,74 % de 1974.

Si le parti de M. Le Pen n'a compté « que » 9,65 % des voix aux élections législatives de 1986, son chef de file a rassemblé 14,39 % des électeurs après deux années de gouvernement Chirac. Les proclamations de M. Chirac ne sont pas toujours, en fait de solidarité, à la mesure de son aplomb, et parfois de plus. La droite au pouvoir n'a nullement contenu, et au contraire, le progrès de l'extrême droite.

Il est vrai que les partisans de M. Le Pen n'ont pas présenté de l'intérêt que lorsqu'ils se sont mués en électeurs. Alors leurs idées ont semblé mériter, à droite, une hésitante sympathie (mais M. Pasqua n'est pas un homme qui hésite), à gauche, une compassion gênée.

Avant, personne n'avait vraiment cure de « ces gens-là », comme chantait Jacques Brel, qui même à droite ne pouvaient, après quelques entretiens cependant, être des partenaires, et pour la gauche ne méritaient même pas d'être des adversaires. On n'était pas entre gens du même monde.

Jean-Marie Le Pen a très bien compris cela et en a joué avec l'habileté qu'on ne saurait lui dénier. Sa longue campagne électorale en témoigne. Mais du côté de « la bande des quatre », comme il disait, les partisans du Front national ont eu droit pour tout potage à des risettes et à des amuse-gueule plutôt qu'à l'ardente pédagogie qu'appelaient les événements. Où a-t-on vu qu'était entreprise la grande campagne d'explication destinée à faire changer les opinions de cet électoral sans se laisser prendre par leurs idées ? Il y a eu des « coups ».

Il y a eu le coup du charter des cent un Maliens qui était en soi scandaleux par la publicité dont il était l'outil et qui n'avait pas la moindre chance, et heureusement !, de réduire d'un pouce la xénophobie.

Il y a eu le coup du code de la nationalité, qui n'a finalement abouti à rien, ni en bien ni en mal ; à rien juridiquement et politiquement sans doute à pas grand-chose.

Faudra-t-il voir aussi un coup dans la sanglante libération d'Ouvéa, qui survient au détour d'un paragraphe ? Ce serait pitié.

Il y a eu enfin la stratégie de la statistique où l'on montait en épingle le nombre des expulsions et des refoulements, où l'on claironnait la baisse du chômage et celle de la délinquance. Personne n'y a cru. Dans les moments difficiles, chacun voit midi à sa porte. C'est donc là qu'il fallait aller et c'est là qu'est allé M. Le Pen. Personne ne lui a disputé ce terrain. Oserait-on dire au contraire ?

Bref, jusqu'à ce funeste 24 avril, qui n'était pourtant pas imprévisible, M. Chirac s'est vu plus beau que M. Le Pen et M. Barre s'est cru plus intelligent (à chacun son rôle). M. Mitterrand ne s'est pas attardé sur le sujet. La gauche a condamné les dirigeants et leurs discours, pour s'apercevoir, mais un peu tard, que derrière cette cible facile il y avait des électeurs.

## Electeurs

Dire que ceux-là sont tous des fascistes qui saluent bras levés chaque matin au petit déjeuner est absurde. Y voir l'embryon d'une version française de l'invasion du Reichstag bénie par la démocratie témoigne des inconvenients de la lecture rapide des résumés historiques. Certes, il est vraisemblable que ces quasi-15 % comptent un tiers de « fachos ». Ça ne date pas d'hier et ce n'est pas demain la veille qu'ils cesseront d'exister.

Mais pour le reste, ce sont tout bonnement des gens jusqu' alors sans interlocuteurs qui s'en sont brusquement trouvés un. Malheureusement, pour reprendre une expression qui fait maintenant florès, c'était le pire, c'était Le Pen. Il ne pouvait pas en être autrement. Les autres partis, s'ils n'étaient pas sourds, étaient aveugles. Sourds et aveugles à une population dont les propos et les comportements dessinaient un désastre public qui était aussi le leur.

Traité de salauds par la gauche, plus ou moins méprisés par la droite convenable qui sait mieux habiller ses mauvaises pensées, ces électeurs-là se sont mis à voter n'importe quoi, à réclamer n'importe quoi, à croire en n'importe quoi. Comme un enfant qu'aucun adulte ne veut entendre se met à hurler « pipi-caca » en espérant attirer l'attention des grands qui trônent au salon.

Que ces électeurs aient pu en arriver à penser comme des salauds, c'est bien possible. Mais si la politique consistait à n'avoir affaire qu'avec des normaux (supérieurs) à l'esprit généreux, la politique n'aurait plus de raison d'être puisque nous vivrions dans le jardin d'Eden.

AUJOURD'HUI, les courants politiques traditionnels s'accordent à penser qu'il faut que l'Etat prenne en compte, encore plus largement, les exclus économiques. L'urgence n'est pas moins grande pour ces exclus politiques (puisqu'ils sont récusés par tous les autres) que sont les électeurs du Front national. Il s'agit dans les deux cas de dignité et de paix sociale.

La tentation existe pourtant de faire d'eux les pensionnaires d'un ghetto inconvenant, d'une arrière-cour invivable ; de pratiquer un jansénisme politique qui les déclarerait damnés d'office et pour l'éternité. Ce serait une folie d'ignorer que le repentir est aussi une vertu laïque mais que nul n'y vient facilement. Sans tomber dans un christianisme échevelé, il faut tendre la main plutôt que montrer le poing. Mais une main ouverte et non pas la main crochée d'un quémandeur de suffrages. Et tant pis si la droite ricane et si la gauche dit qu'on se commet.

En s'interrogeant aussi sur les mauvais effets qu'a eus la banalisation politique. C'est très joli de vanter la fin des idéologies. Mais c'est aussi comme ça qu'on envoie une partie de la population vers celui qui définit quelque chose qui y ressemble (fût-elle, celle-là, exécutable).

Si la droite et la gauche, c'est, en 1988, vu de Sirius, du pareil au même, les mécontents profonds vont voir ailleurs qu'à droite et à gauche. Parce que là, au moins, hélas aussi, ils trouvent des points de repère et des références ; la politique quoi ! dont il n'est ni si facile ni si opportun d'agir comme si elle était morte. A plus forte raison dans un monde dont la complication et la dureté croissante nécessitent qu'on l'explique et qu'on l'explique sans cesse.

PS : pour faire rire (quand même). — 1) Quatorze ans pour prendre sa revanche sur un adversaire, chapeau ! Quatorze ans après le fameux « Vous n'avez pas le monopole du cœur, M. Mitterrand », celui-ci bousille la formule en y accolant « les chiens et les chats ». Voilà que M. Chirac a encore fait un croc-en-jambe à M. Giscard d'Estaing. Au moins celui-là était-il involontaire. Dans un aussi fascinant débat, cela ne pouvait pas faire de mal de rigoler un peu. Mais lancer la discussion sur la nourriture pour chiens afin de démontrer qu'il serait un meilleur président de la République, n'était-ce pas, pour M. Chirac, placer ses compétences excessivement bas ?

2) Ça y est, on nous refait le coup du chantage aux institutions qui sont en danger, comme en 1988. A chacun le sien. Et bravo à M. d'Ormesson pour ses talents de pince-sans-rire. Organisateur de la manifestation de ce vendredi, place de la Concorde, pour empêcher « la fin de la V<sup>e</sup> République », il explique au journal *Libération* de mercredi : l'idée m'en est venue « en discutant avec quelques amis non politiques comme moi ». Etonnant, n'est-ce pas ?